

Le **Brexit**, une chance pour l'Europe?

Le « Brexit » de juin dernier devrait être l'occasion de repenser l'Europe, de réformer en profondeur ses institutions et ses modes de fonctionnement, mais ce processus paraît plutôt mal engagé dans l'immédiat.

Guillaume DUVAL, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques**

« **L'**Europe est à la croisée des chemins. » Combien de fois n'a-t-on pas lu ou entendu cette phrase depuis un quart de siècle maintenant que l'Europe se traîne de crise en crise. Et pourtant, pour l'essentiel, la construction européenne a continué imperturbablement sur sa lancée libérale malgré les critiques de populations de plus en plus hostiles.

Au point donc d'aboutir le 23 juin dernier à un vote des électeurs britanniques en faveur du Brexit, par 51,9 % contre 48,1 %. Une première, depuis la création de l'Union il y a bientôt soixante ans. Le départ de la deuxième économie de l'Union et d'une des deux seules puissances du vieux continent, avec la France, à être membre du Conseil de sécurité de l'ONU, porte un coup dur à l'intégration européenne : l'Union devrait perdre en effet 13 % de sa population et 16 % de la richesse qu'elle crée, et une part non négligeable de sa capacité potentielle à se doter d'une politique étrangère et de défense commune.

De nombreuses voix, y compris d'aussi autorisées que celles d'un Michel Rocard ou d'un Jacques Delors, avaient cependant considéré que la sortie de l'Union d'un Royaume-Uni était souhaitable

* Auteur de *La France ne sera plus jamais une grande puissance ? Tant mieux !*, La Découverte, septembre 2015, 234 pages, 17 €.

L'économie d'outre-Manche devrait stagner cette année et la Banque d'Angleterre a ramené ses prévisions de croissance pour 2017 de 2,3 % à 0,8 %. En somme, pour l'instant, rien de très tentant pour de nouveaux candidats à l'« exit »...

dans la mesure où ce pays bloquait tout progrès substantiel de l'intégration européenne tout en contribuant activement à maintenir une Europe-marché libérale, facteur de dumping social et fiscal. Ce choc va-t-il donc enfin permettre de revoir en profondeur le fonctionnement de l'Union ? Rien n'est moins sûr pour l'instant.

Le Brexit et ses premiers effets

Les incertitudes demeurent tout d'abord très fortes sur les relations futures entre la Grande-Bretagne et l'Union. Les Britanniques voudraient le beurre et l'argent du beurre : conserver un accès direct au marché unique européen pour leurs produits et leurs services (notamment financiers) comme lorsqu'ils étaient membres de l'Union, tout en s'affranchissant des règles européennes ; en matière de circulation des personnes tout d'abord (tous les Européens ont le droit de s'établir librement dans un autre pays), sujet central de la campagne pro-Brexit, mais aussi dans d'autres domaines (normes environnementales, sociales, fiscales, aides d'Etat etc.). L'enjeu est en particulier crucial pour la City de Londres, de très loin la principale place finan-

cière de l'Europe. Avec 3,4 % des emplois, le secteur des services financiers et des assurances pèse 8 % du PIB britannique. Pour l'instant, les établissements financiers britanniques disposent d'un « passeport européen », qui leur permet d'opérer sans entraves sur tout le continent. Ils voudraient évidemment le conserver. A contrario la tentation est forte à Paris, à Francfort, mais aussi à Dublin à Luxembourg ou à Amsterdam, de se montrer ferme sur ces sujets pour récupérer une partie des emplois basés aujourd'hui à Londres. Au-delà de cette question particulière, les Européens ne peuvent a priori guère se permettre de se montrer trop conciliants vis-à-vis des Britanniques : si les conditions qui leur sont faites paraissent trop favorables, cela risquerait d'encourager une vague de départs supplémentaires.

Dans l'immédiat cet effet de contagion devrait cependant rester limité du fait des difficultés que rencontre le Royaume-Uni depuis juin dernier. La dette britannique a immédiatement perdu son triple A, et la livre a chuté de 1,3 euro avant le vote à 1,18 mi-septembre. Une baisse de 8 % qui se traduit par autant de perte de pouvoir d'achat des Britanniques pour tous les produits

importés (par la même occasion la France est redevenue la cinquième économie du monde). L'économie d'outre-Manche devrait stagner cette année et la Banque d'Angleterre a ramené ses prévisions de croissance pour 2017 de 2,3 % à 0,8 %. Bref, pour l'instant, rien de très tentant pour de nouveaux candidats à l'« exit ».

Une « refondation de l'Europe » incertaine

A contrario le Brexit va-t-il constituer un électrochoc suffisant pour entraîner l'indispensable refonte de l'Union européenne ? Sur le terrain économique, la politique imposée par le gouvernement allemand à la zone euro depuis 2010 porte une lourde responsabilité dans le Brexit : elle a achevé de convaincre le public britannique que cette Union était décidément incapable de faire reculer le chômage en son sein, tout en cherchant à priver toujours plus les États nationaux de leur souveraineté. L'heure des remises en cause a-t-elle du coup (enfin) sonné, outre-Rhin ? Immédiatement après le vote, Sigmar Gabriel, le président du SPD et vice-chancelier d'Angela Merkel, et Martin Schulz, le président du Parlement européen, ont rendu public ensemble un plan en dix points pour « *refonder l'Europe* »⁽¹⁾. Répartition des compétences, démocratisation, politique de soutien à l'activité, défense et politique étrangère, dumping social et fiscal... Ce catalogue très complet affiche, même si ce n'est pas dit explicitement, clairement la volonté de rompre avec la politique européenne d'Angela Merkel. Mais la social-démocratie allemande nous a habitués depuis 2009 à ce genre de déclarations, sans qu'elle n'ose ensuite les traduire en actes politiques face à une opinion publique largement acquise aux thèses austéritaires. Le SPD, aujourd'hui très affaibli, ne paraît guère en mesure d'en-

Entre modèle norvégien et normes de l'OMC

Pour définir les relations futures entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne, on se réfère souvent à deux modèles. Tout d'abord le « modèle norvégien ». La Norvège n'est pas membre de l'UE mais elle bénéficie de l'accès au marché unique européen comme si elle l'était. En contrepartie cependant, elle applique tout le droit européen (sans, donc, avoir son mot à dire pour en définir le contenu), les citoyens de l'Union bénéficient de la liberté de circulation et elle contribue au budget européen. Ce serait évidemment la meilleure solution, mais du point de vue britannique, ce serait une humiliation complète : le Royaume-Uni conserverait quasiment tout ce que ses électeurs ont majoritairement considéré comme les inconvénients de l'UE en en perdant les avantages, et notamment le poids politique dans le processus de prise de décision.

L'autre terme de l'alternative, celui qui prévaudrait en cas d'absence d'accord entre l'Union et le Royaume-Uni, ce serait l'application des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comme à tous les pays tiers. Ces règles ne prévoient pas en particulier un accès libre au marché européen des institutions financières britanniques. Entre ces deux extrêmes, on trouve les modèles suisse ou canadien : la Suisse n'a pas accepté la libre circulation des personnes comme la Norvège et a conclu, au fil des années, une centaine de traités bilatéraux avec l'Union, tandis que le Canada vient de signer un seul accord de libre-échange avec elle. Ces accords n'offrent pas cependant aux acteurs financiers canadiens ou suisses les facilités du « passeport européen ».

G. D.

Si les avancées de l'intégration européenne risquent de rester limitées sur le terrain économique et social malgré le choc du Brexit, ce ne devrait pas forcément être le cas sur le terrain de la sécurité intérieure et de la politique extérieure commune.

traîner réellement l'Allemagne sur la voie de la « refondation de l'Europe ».

Angela Merkel est elle aussi très affaiblie suite aux attentats perpétrés cet été en Allemagne, du fait de sa politique face à la crise des réfugiés. Elle se trouve du coup soumise à une forte pression de la part de la droite xénophobe et antieuropéenne, à la fois au sein de son propre camp chrétien-démocrate et à l'extérieur, avec l'émergence du nouveau parti AfD et à un an des élections générales qui se tiendront à l'automne 2017. Bref il n'y a guère de chances que l'Allemagne impulse une réforme progressiste de l'Europe dans l'immédiat.

De son côté Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, entend relancer son projet de doter l'Europe d'un nouveau « pilier de droits sociaux ». Le départ du Royaume-Uni neutralise en effet un des adversaires les plus acharnés de ce type d'approche. Il prive aussi les pays d'Europe centrale et orientale, eux aussi traditionnellement hostiles à ce genre

de projets, de la possibilité de dégager une minorité de blocage dans les processus de décision européens. Mais, pour l'instant, la portée réelle de cette initiative reste très incertaine. Seul élément concret – mais important –, la directive sur le détachement des travailleurs, à l'origine de nombreux abus, devrait être modifiée rapidement.

La France aux abonnés absents

Du côté de la lutte contre le dumping fiscal, le Brexit n'est à coup sûr pas étranger à la décision spectaculaire prise par la Commission européenne d'exiger qu'Apple paie treize milliards d'euros supplémentaires d'impôts en Irlande. Elle pourrait aussi accélérer la mise en œuvre d'une base commune consolidée pour l'impôt sur le bénéfice des entreprises, qui compliquerait les manœuvres des multinationales. Mais sur ce terrain, les résistances restent encore très fortes. Enfin, début septembre, Alexis Tsipras, le chef de gouvernement grec, a convié les représentants

(1) Accessible en allemand sur www.spd.de/fileadmin/Dokumente/Sonstiges_Papier_et_al/PK_Europa_Paper.pdf.



© ED EVERETT, LICENCE CC

de la France, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de Chypre et de Malte à Athènes pour définir des positions communes tant sur la politique économique que sur la question des réfugiés. Matteo Renzi, le Premier ministre italien, confronté lui aussi à une forte poussée d'euroscpticisme dans son pays, est tenté de s'allier avec Tsipras pour durcir le ton vis-à-vis de l'Europe du Nord. Une telle alliance du « club med » ne sera

cependant pas évidente à faire vivre dans la durée, notamment avec une Espagne qui devrait continuer à être gouvernée à droite. Et le gouvernement français ? Très affaibli politiquement à quelques mois d'une élection présidentielle difficile où il est soumis à une forte pression de la droite xénophobe et eurosceptique, il reste toujours aux abonnés absents sur la question de l'avenir de l'Europe, comme il l'a

Le Brexit porte un coup dur à l'intégration européenne : l'Union devrait perdre 13 % de sa population et 16 % de la richesse qu'elle crée.

été déjà pour l'essentiel depuis quatre ans. François Hollande souhaiterait cependant qu'on double le plan Juncker, qui prévoit trois cents milliards d'euros d'investissements en Europe. Quant à la perspective d'un changement – indispensable – des traités européens, elle reste hypothétique et lointaine dans la mesure où ce processus ne pourrait pas être lancé avant les élections allemandes de fin 2017.

De nombreux chantiers en attente

Si les avancées de l'intégration européenne risquent donc de rester – malheureusement – limitées dans l'immédiat sur le terrain économique et social malgré le choc du Brexit, ce ne devrait pas forcément être le cas cependant sur le terrain de la sécurité intérieure et de la politique extérieure commune, sous la double pression du terrorisme et des tensions croissantes aux frontières de l'Union. Non sans poser toutefois des défis majeurs sur le plan des droits et des libertés, tant à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur ; sur la question des réfugiés en particulier, puisqu'il s'agirait surtout de renforcer les frontières de « l'Europe-forteresse ».

Entre la transition énergétique et la conversion écologique de notre économie, qui ont pris beaucoup de retard ces dernières années du fait de l'austérité budgétaire, ou encore une politique industrielle dans le secteur du numérique qui permette à l'Europe de sortir enfin de son extrême dépendance à l'égard des multinationales américaines, les sujets ne manqueraient pas pourtant pour une relance ambitieuse du projet européen. Mais pour l'instant, on ne voit guère émerger les forces sociales et politiques susceptibles de les porter. La réforme de l'Europe n'a manifestement pas encore trouvé sa voie et sa voix. Mais comme le statu quo semble, lui aussi, plus que jamais intenable, le pire n'est pas sûr... ●